



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INSTRUCTION N° DGCS/SD4B/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/2023/178 du 28 novembre 2023 complétant l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023

La ministre des solidarités et des familles

La ministre déléguée auprès de la ministre des solidarités et des familles,
chargée des personnes handicapées

La directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux
des agences régionales de santé (ARS)

Référence	NOR : FAMA2329176J (numéro interne : 2023/178)
Date de signature	28/11/2023
Emetteurs	Ministère des solidarités et des familles Direction générale de la cohésion sociale Direction de la sécurité sociale Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie
Objet	Orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux (ESMS) accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023.
Action à réaliser	Mise en oeuvre de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.
Résultat attendu	Délégation des crédits aux ESMS concernés.
Echéance	Immédiate
Contacts utiles	Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) Service des politiques d'appui Sous-direction Professions sociales, emploi et territoires Bureau Emploi et politique salariale (SD4B) Mél. : dgcs-metiers@social.gouv.fr Sous-direction Affaires financières et modernisation Bureau Gouvernance du secteur social et médico-social (SD5B) Murielle DEMAGNY Tél. : 06 60 73 64 84 Mél. : murielle.demagny@social.gouv.fr

	Direction de la sécurité sociale (DSS) Sous-direction du financement du système de soins Bureau Etablissements de santé et médico-sociaux (1A) Yasmina OUDJEDOUB Tél. : 07 62 85 28 36 Mél. : yasmina.oudjedoub@sante.gouv.fr Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) Direction du financement de l'offre Pôle Prévision, répartition et suivi des financements Nicolas MOLLARD Tél. : 06 99 02 95 18 Mél. : nicolas.mollard@cnsa.fr
Nombre de pages et annexes	6 pages + 3 annexes (13 pages) Annexe 1 - Modalités de détermination des crédits complémentaires inclus dans les dotations régionales limitatives (DRL) des agences régionales de santé (ARS) Annexe 2 - Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2023 et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS Annexe 3 - Enquête complémentaire relative aux opérations de fusion des établissements d'accueil médicalisés et non médicalisés (EAM/EANM) (complète l'annexe 4 de l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023)
Résumé	La présente instruction a pour objet de compléter l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023. Elle organise la seconde partie de campagne budgétaire visant à compenser la majoration exceptionnelle des indemnités horaires dans les ESMS hospitaliers en 2022 et 2023 et mettre en œuvre les nouvelles mesures salariales issues des annonces du ministre de la transformation et de la fonction publiques du 12 juin 2023 applicables au secteur médico-social.
Mention Outre-mer	Ces dispositions s'appliquent aux Outre-mer.
Mots-clés	Dotations régionales limitatives (DRL) ; établissements et services médico-sociaux (ESMS) ; financements complémentaires ; revalorisation salariale ; pouvoir d'achat ; opérations de fongibilité.
Classement thématique	Etablissements sociaux et médico-sociaux
Textes de référence	- Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-3 et L. 314-3-1 ; - Décret n° 88-1084 du 30 novembre 1988 modifié relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif ; - Décret n° 2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation ;

	- Décret n° 2023-702 du 31 juillet 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'État et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires ; - Décret n° 2023-775 du 11 août 2023 modifiant le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 relatif à l'instauration d'une indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat ; - Décret n° 2023-812 du 21 août 2023 modifiant le taux de prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ; - Arrêté du 30 novembre 1988 fixant les taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif ; - Arrêté du 12 juillet 2022 portant majoration exceptionnelle des taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif dans la fonction publique hospitalière ; - Arrêté du 12 décembre 2022 portant majoration exceptionnelle des taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif dans la fonction publique hospitalière ; - Arrêté du 29 mars 2023 portant majoration exceptionnelle des taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif dans la fonction publique hospitalière ; - Arrêté du 6 septembre 2023 portant majoration exceptionnelle des taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif dans la fonction publique hospitalière ; - Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ; - Instruction n° DGOS/DGCS/DSS/R1/5C/1A/2018/266 du 21 décembre 2018 relative aux opérations de fongibilité et transferts pris en compte pour la détermination des objectifs de dépenses sanitaires et médico-sociaux ; - Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023.
Circulaire / instruction abrogée	Néant
Circulaire / instruction modifiée	Néant
Rediffusion locale	Etablissements et organismes partenaires
Validée par le CNP le 9 novembre 2023 - Visa CNP 2023-88	
Document opposable	Oui
Déposée sur le site Légifrance	Non

Publiée au BO	Oui
Date d'application	Immédiate

La présente instruction complète l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative à la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux (ESMS) accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées. Elle organise la seconde partie de la campagne budgétaire de l'année 2023 visant à déléguer des crédits, d'une part pour compenser la majoration exceptionnelle des indemnités horaires pour les agents publics des ESMS hospitaliers en 2022 et 2023 et, d'autre part, pour mettre en œuvre les nouvelles mesures de revalorisation salariale et de soutien du pouvoir d'achat issues des annonces du ministre de la transformation et de la fonction publiques du 12 juin 2023, applicables au secteur médico-social. Cette instruction vise également à prendre en compte les dernières opérations de fongibilité recensées pour 2023.

Les contributions financières aux mesures se décomposent comme suit :

1. Contribution aux mesures de majoration exceptionnelle des indemnités horaires pour les agents publics des établissements et services médico-sociaux hospitaliers (FPH)

Par dérogation à l'arrêté du 30 novembre 1988 fixant les taux des indemnités horaires pour travail normal de nuit et de la majoration pour travail intensif, les personnels mentionnés à l'article L. 5 du Code général de la fonction publique qui assurent totalement ou partiellement leur service normal dans le cadre de la durée hebdomadaire du travail entre vingt et une heures et six heures perçoivent des indemnités horaires dont le taux est porté à :

- 1° À 0,34 euros pour le travail normal de nuit prévu à l'article 1^{er} du décret n° 88-1084 du 30 novembre 1988 modifié relatif à l'indemnité horaire pour travail normal de nuit et à la majoration pour travail intensif ;
- 2° À 1,80 euros pour le taux de majoration pour travail intensif, dans les cas prévus aux 1° à 4° de l'article 2 du même décret ;
- 3° À 2,52 euros pour le taux de majoration pour travail intensif, dans les cas prévus au 5° du même article 2.

Ces dispositions s'appliquent donc au personnel non médical des ESMS relevant de la fonction publique hospitalière (FPH) financés par l'objectif global de dépenses (OGD) pour la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2023.

31,4 M€ de crédits sont alloués aux ESMS afin de contribuer au financement de ces dispositions.

Conformément aux annonces de la Première ministre, des travaux sont en cours pour prolonger ces mesures en 2024 par un nouveau dispositif de rémunération du travail de nuit, des dimanches et jours fériés à compter du 1^{er} janvier 2024. Des précisions seront apportées dans le cadre de la première instruction budgétaire de l'année 2024.

2. Contribution aux mesures de revalorisation salariales et de soutien du pouvoir d'achat dans le secteur public (mesures issues des annonces du ministre de la transformation et de la fonction publiques du 12 juin 2023)

143,1 M€ de crédits sont alloués au titre du financement des mesures de revalorisation salariale et de soutien du pouvoir d'achat dans les secteurs publics financés par l'OGD.

Ces crédits contribuent au financement des mesures suivantes :

- **la revalorisation de la rémunération indiciaire** de l'ensemble des agents (de la fonction publique d'État [FPE], de la FPH et de la fonction publique territoriale [FPT]) à compter du 1^{er} juillet 2023 via l'augmentation d'1,5 % du point d'indice ;
- **la progression indiciaire pour les bas salaires (FPE, FPH et FPT)** : jusqu'à 9 points d'indice supplémentaires pourront être attribués aux agents concernés selon leur positionnement sur la grille indiciaire ;
- **la prime dégressive de pouvoir d'achat de 800 à 300 euros brut**, versée avant fin 2023 aux agents des fonctions publiques hospitalière et territoriale dont la rémunération est inférieure à 3 250 euros bruts.

Ces crédits contribuent également au financement des mesures ayant pour objet de soutenir le pouvoir d'achat :

- **la reconduction du mécanisme de compensation de la perte de pouvoir d'achat de la rémunération indiciaire des agents publics** : garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- **l'amélioration de la compensation des frais de mission** (prix de nuitées hôtelières et des repas) ;
- **l'augmentation du remboursement du forfait de transport collectif des agents** (un taux de remboursement pris en charge à 75 % contre 50 % aujourd'hui) ;
- **la revalorisation du barème de monétisation des jours épargnés en compte-épargne temps (CET).**

Ces crédits seront délégués aux établissements concernés sous forme de mesures nouvelles. Plus spécifiquement concernant les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), il est demandé aux agences régionales de santé (ARS) de les inscrire en financements complémentaires (hors équation tarifaire).

3. Les crédits complémentaires pour les ESMS en difficulté

36,1 M€, dont 18,5 M€ pour le secteur des personnes âgées et 17,6 M€ pour le secteur des personnes en situation de handicap, sont alloués aux ARS en financement complémentaire non reconductible pour soutenir ponctuellement les ESMS en difficultés conjoncturelles.

Ces financements pourront cibler notamment les établissements du secteur de l'autonomie ne relevant pas du périmètre du fonds d'urgence.

4. Le financement des opérations de fongibilité

Les opérations de fongibilité remontées pour le 15 juillet 2023 dans le cadre de l'instruction n° DGOS/DGCS/DSS/R1/5C/1A/2018/266 du 21 décembre 2018 relative aux opérations de fongibilité et transferts pris en compte pour la détermination des objectifs de dépenses sanitaires et médico-sociaux, seront prises en compte pour la détermination des objectifs de dépenses sanitaires et médico-sociaux pour 2023.

Les modalités de répartition de l'ensemble des crédits entre régions sont précisées en **annexe 1 de la présente instruction**. Les dotations régionales modifiées sont présentées en **annexe 2**.

Vu au titre du CNP par le secrétaire général
des ministères chargés des affaires sociales,

A stylized, bold, black signature of Pierre PRIBILE, slanted upwards to the right.

Pierre PRIBILE

Pour les ministres et par délégation :
Le directeur général de la cohésion sociale,

A stylized, bold, black signature of Jean-Benoît DUJOL, slanted upwards to the right.

Jean-Benoît DUJOL

Pour la ministre et par délégation :
La cheffe de service, adjointe au directeur
de la sécurité sociale,

A stylized, bold, black signature of Delphine CHAMPETIER, slanted upwards to the right.

Delphine CHAMPETIER

La directrice de la Caisse nationale
de solidarité pour l'autonomie,

A stylized, bold, black signature of Virginie MAGNANT, slanted upwards to the right.

Virginie MAGNANT

ANNEXE 1

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES INCLUS DANS LES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES (DRL) DES AGENCES RÉGIONALES DE SANTÉ (ARS)

La présente annexe précise les modalités de ventilation régionale des crédits complémentaires de la seconde phase de campagne budgétaire 2023.

Les montants concernés dans les paragraphes suivants figurent sur les **tableaux 1 (DRL Personnes âgées) et 2 (DRL Personnes handicapées)** de l'annexe 2 de la présente instruction.

1. Les mesures de majoration exceptionnelle des indemnités horaires pour les agents publics des établissements et services médico-sociaux hospitaliers [crédits pérennes]

Le critère appliqué est le poids du montant régional des bases reconductibles 2022 des établissements et services médico-sociaux (ESMS) relevant de la fonction publique hospitalière (FPH), par rapport au montant national des bases reconductibles 2022 des ESMS relevant du même secteur.

$$\text{Ratio} = \frac{\text{Somme des dotations soins 2022 reconductibles des ESMS relevant de la FPH dans la région}}{\text{Somme des dotations soins 2022 reconductibles des ESMS relevant de la FPH au niveau national}}$$

2. Les mesures de revalorisation salariales et de soutien du pouvoir d'achat dans le secteur public [crédits pérennes]

Le critère appliqué est le poids du montant régional des bases reconductibles 2022 des ESMS relevant du secteur public (FPH, fonction publique d'État (FPE) et territoriale (FPT)), par rapport au montant national des bases reconductibles 2022 des ESMS relevant du même secteur.

$$\text{Ratio} = \frac{\text{Somme des dotations soins 2022 reconductibles des ESMS du secteur public dans la région}}{\text{Somme des dotations soins 2022 reconductibles des ESMS du secteur public au niveau national}}$$

3. Les crédits complémentaires pour les ESMS en difficulté [crédits non reconductibles]

Le critère appliqué est le poids du montant reconductible des DRL 2022 de chaque région, par rapport au montant national des DRL reconductibles 2022.

$$\text{Ratio} = \frac{\text{DRL 2022 reconductibles de chaque région}}{\text{Somme des DRL 2022 reconductibles au niveau national}}$$

4. La prise en compte des opérations de fongibilité [crédits pérennes]

Le dispositif de fongibilité permet d'organiser des transferts de crédits entre les différentes enveloppes de financement des établissements de santé et médico-sociaux pour accompagner la conversion de structures ou d'activité, au niveau d'un même établissement ou entre deux structures d'une même région.

La notification rattachée à la présente instruction intègre la seconde tranche des opérations 2023 arrêtées par la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

5. Régularisation du rebasage 2023 de l'établissement public national Antoine Koenigswarter (EPNAK) [crédits pérennes]

Afin d'accompagner la restructuration des ESMS formant l'EPNAK situés sur chaque territoire, l'enveloppe de 1,4 M€ déléguée en totalité à l'Agence régionale de santé (ARS) Bourgogne-Franche-Comté en première phase de campagne 2023, est reventilée entre les différentes ARS concernées.

La ventilation régionale définitive des crédits 2023 a été définie par l'ARS Bourgogne-Franche-Comté, suite à ses échanges avec l'établissement public.

ANNEXE 2

Tableaux modifiés des dotations régionales limitatives (DRL) 2023 **et tableaux de suivi des droits de tirage des ARS**

Les tableaux annexés ci-après annulent et remplacent les tableaux annexés à l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023.

Les colonnes en bleu correspondent aux modifications opérées dans le cadre de la décision rectifiant le montant des dotations régionales limitatives du 21 août 2023¹ et sont données pour rappel, ces dernières n'ayant pas fait l'objet d'une instruction budgétaire spécifique.

¹ Décision n° 2023-18 du 21 août 2023 de la directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) modifiant la décision n° 2023-08 du 26 mai 2023 relative aux dotations régionales limitatives et à la moyenne nationale des besoins en soins requis pour l'année 2023.

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES - PARTIE 1

	BASE					MESURES NOUVELLES						
SECTEUR PA	DRL RECONDUCTIBLES			ACTUALISATION	OPÉRATIONS DE PÉRIMÈTRE	INSTALLATIONS DE PLACES SUR DROIT DE TIRAGE	FINANCEMENT EHPAD				REVALORISATIONS SALARIALES	
	DRL 2022	CNR nationaux 2022	DRL au 01/01/2023	Reconduction DRL (+2,06%)	Fongibilité	DT - Crédits paiements sur installations (corrigé)	MN - EHPAD - Convergence tarifaire (corrigé)	MN - PASA	MN - médecins coordonnateurs	MN - Tarif global	MN - Actualisation SÉGUR extensions & ouvertures	MN - SÉGUR Attractivité PNL (EAP complément)
Formules	1	3	4 = $\sum$ (1:3)	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Auvergne-Rhône-Alpes	1 826 697 000	-1 001 296	1 825 695 704	40 510 679	0	0	12 575 532	2 748 130	5 367 675	10 207 063	1 229 219	706 184
Bourgogne-Franche-Comté	789 660 952	-415 666	789 245 286	17 243 823	1 479 262	0	8 341 209	1 046 203	2 038 884	1 442 375	410 950	291 360
Bretagne	932 766 486	-433 569	932 332 917	20 001 311	0	0	6 988 156	1 364 526	2 490 649	1 986 103	465 449	375 580
Centre-Val de Loire	686 471 638	-435 170	686 036 469	15 128 964	63 798	0	5 284 005	862 361	1 593 064	399 037	231 188	161 760
Corse	57 360 067	-14 156	57 345 911	1 226 838	0	0	152 989	84 237	172 384	0	101 467	26 635
Grand Est	1 219 362 986	-557 408	1 218 805 578	27 494 257	0	1 285 889	10 931 151	1 721 014	3 174 240	3 878 865	910 122	594 176
Guadeloupe	50 681 651	-15 028	50 666 623	1 085 523	0	0	0	65 000	156 929	0	88 109	20 790
Guyane	13 320 178	-8 411	13 311 767	276 094	0	0	0	65 000	28 532	0	156 924	6 464
Hauts-de-France	1 173 068 257	-561 711	1 172 506 546	25 627 442	0	0	7 945 795	1 697 353	2 960 246	3 235 864	858 251	463 208
Île-de-France	1 636 740 242	-703 214	1 636 037 029	37 046 693	284 645	0	6 052 019	1 835 238	4 137 211	10 698 445	1 064 499	729 107
La Réunion	60 631 697	-5 287	60 626 411	1 302 430	0	0	0	65 000	121 263	0	182 785	36 337
Martinique	62 374 666	-42 274	62 332 391	1 324 475	0	0	0	65 000	171 195	113 605	292 257	30 021
Mayotte	1 920 669	0	1 920 669	39 566	0	0	0	0	0	0	0	673
Normandie	805 489 154	-378 640	805 110 513	17 395 475	0	0	5 273 402	1 626 966	2 038 884	2 147 867	372 517	235 223
Nouvelle-Aquitaine	1 647 233 153	-707 223	1 646 525 930	36 993 908	0	0	17 022 672	2 476 435	5 088 294	7 316 366	953 568	530 319
Occitanie	1 448 659 819	-604 593	1 448 055 225	32 012 189	0	0	3 910 537	1 499 017	4 600 864	4 804 368	442 970	604 963
Pays de la Loire	972 160 330	-429 333	971 730 997	21 980 160	0	129 537	13 025 772	1 856 057	3 435 787	486 492	527 350	458 430
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 091 471 859	-431 345	1 091 040 514	25 158 904	0	0	4 282 180	922 463	3 423 899	5 283 549	712 376	328 770
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	14 476 070 802	-6 744 323	14 469 326 479	321 848 731	1 827 705	1 415 426	101 785 420	20 000 000	41 000 000	52 000 000	9 000 000	5 600 000

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES - PARTIE 2

	MESURES NOUVELLES								CNR	DRL phase 1	
SECTEUR PA	REVALORISATIONS SALARIALES		AUTRES MESURES NOUVELLES							DRL PA 2023	DONT CNR NATIONAUX
	MN - SÉGUR Intéressement	MN - SÉGUR Extension Médecins (EAP)	MN - Complément Répit	MN - coordination services	MN - Application de la réforme SSIAD (corrigé)	MN - Création de places SSIAD (4000 places)	MN - Centre ressources territorial (corrigé)	MN - Autres crédits			
Formules	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23= ∑ (4:22)	24 = 22
Auvergne-Rhône-Alpes	7 207 243	984 834	851 037	2 034 699	3 664 552	5 808 583	4 699 818	0	25 410	1 924 316 361	25 410
Bourgogne-Franche-Comté	3 548 015	418 538	454 845	1 083 100	2 213 930	4 981 333	2 208 935	0	0	836 448 048	0
Bretagne	3 251 191	520 545	492 103	1 059 402	1 883 709	3 011 749	3 484 115	0	0	979 707 504	0
Centre-Val de Loire	3 526 037	367 778	472 180	877 267	1 753 184	2 943 284	1 175 605	0	26 794	720 902 774	26 794
Corse	56 047	24 287	594 865	87 109	-73 292	0	616 000	0	0	60 415 477	0
Grand Est	4 746 500	660 770	622 515	1 505 542	4 412 638	4 303 377	2 719 587	0	0	1 287 766 221	0
Guadeloupe	101 327	16 791	321 249	187 314	331 189	0	739 200	0	0	53 780 043	0
Guyane	31 597	2 549	120 000	54 815	-28 601	0	480 000	0	0	14 505 140	0
Hauts-de-France	4 601 586	597 991	617 795	1 966 690	8 625 116	3 232 581	2 340 651	0	0	1 237 277 116	0
Île-de-France	2 742 750	822 209	894 077	2 942 384	2 537 109	7 551 584	4 555 565	272 000	616 950	1 720 819 513	616 950
La Réunion	53 696	19 827	714 298	120 724	185 596	0	739 200	0	0	64 167 567	0
Martinique	169 650	20 127	359 689	111 783	415 608	0	739 200	0	0	66 145 000	0
Mayotte	0	0	120 000	7 473	164 193	0	0	0	0	2 252 573	0
Normandie	3 661 115	431 643	518 964	1 109 352	1 614 297	3 274 393	1 888 890	0	0	846 699 502	0
Nouvelle-Aquitaine	5 518 461	907 325	763 448	2 142 912	6 582 436	4 939 666	4 285 809	0	67 006	1 742 114 555	67 006
Occitanie	4 392 359	766 926	753 042	2 034 982	4 014 885	3 374 158	3 750 945	0	0	1 515 017 429	0
Pays de la Loire	3 113 070	597 142	513 069	1 109 484	1 487 093	4 414 535	2 436 170	0	29 161	1 027 330 305	29 161
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 379 357	590 720	816 826	1 514 970	2 410 589	2 164 757	2 881 111	0	44 280	1 143 955 264	44 280
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	49 100 000	7 750 001	10 000 000	19 950 000	42 194 231	50 000 000	39 740 800	272 000	809 601	15 243 620 394	809 601

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

TABLEAU 1 - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES - PARTIE 3

	MESURES NOUVELLES		CNR	DRL phase 2	
SECTEUR PA	REVALORISATIONS SALARIALES		CNR	DRL PA 2023	DONT CNR NATIONAUX
	MN - Reval. pouvoir d'achat – public	MN - indemnité nuit - FPH	CNR - Soutien ESMS en difficulté		
Formules	25	26	27	28= 23 + ∑ (25 :27)	29 = 24 + 27
Auvergne-Rhône-Alpes	16 621 819 €	4 232 473 €	2 334 274 €	1 947 504 927 €	2 359 684 €
Bourgogne-Franche-Comté	7 060 846 €	2 089 311 €	1 009 103 €	846 607 308 €	1 009 103 €
Bretagne	9 580 396 €	1 932 233 €	1 192 050 €	992 412 183 €	1 192 050 €
Centre-Val de Loire	7 166 952 €	2 088 194 €	877 143 €	731 035 064 €	903 937 €
Corse	112 682 €	34 863 €	73 321 €	60 636 343 €	73 321 €
Grand Est	9 850 774 €	2 823 095 €	1 558 324 €	1 301 998 415 €	1 558 324 €
Guadeloupe	190 600 €	48 349 €	64 781 €	54 083 772 €	64 781 €
Guyane	60 382 €	18 682 €	17 020 €	14 601 224 €	17 020 €
Hauts-de-France	9 742 931 €	2 714 927 €	1 499 128 €	1 251 234 102 €	1 499 128 €
Île-de-France	6 752 219 €	1 615 697 €	2 091 783 €	1 731 279 212 €	2 708 733 €
La Réunion	233 552 €	34 464 €	77 515 €	64 513 099 €	77 515 €
Martinique	351 800 €	101 310 €	79 696 €	66 677 807 €	79 696 €
Mayotte	0 €	0 €	2 456 €	2 255 028 €	2 456 €
Normandie	7 636 487 €	2 155 623 €	1 029 388 €	857 521 000 €	1 029 388 €
Nouvelle-Aquitaine	13 862 744 €	3 275 154 €	2 105 193 €	1 761 357 647 €	2 172 199 €
Occitanie	11 220 595 €	2 561 928 €	1 851 435 €	1 530 651 387 €	1 851 435 €
Pays de la Loire	8 401 634 €	1 835 772 €	1 242 423 €	1 038 810 134 €	1 271 584 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 353 585 €	1 437 924 €	1 394 968 €	1 152 141 741 €	1 439 248 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	114 200 000 €	29 000 000 €	18 500 000 €	15 405 320 394 €	19 309 601 €

TABLEAU 1BIS - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES - PARTIE 1

	BASE					MESURES NOUVELLES					
SECTEUR PH	DRL RECONDUCTIBLES			ACTUALISATION	OPÉRATIONS DE PÉRIMÈTRE	INSTALLATIONS DE PLACES SUR DROIT DE TIRAGE		REVALORISATIONS SALARIALES			
	DRL 2022	CNR nationaux 2022	DRL au 01/01/2023	Reconduction DRL (+2,53%)	Fongibilité	MN - Crédits paiement installations (corrigés)	DT - Rattrapage Outre mer / Corse	MN - Actualisation SÉGUR extensions & ouvertures	MN - SÉGUR Attractivité PNL (EAP complément)	MN - SÉGUR Extension Médecins (EAP)	MN - SÉGUR Intéressement
Formules	1	3	4 = $\sum$ (1:3)	5	6	7	8	9	10	11	12
Auvergne-Rhône-Alpes	1 433 001 665	-1 146 472	1 431 855 193	36 225 936	2 406 542	5 392 524	0	1 057 331	363 684	400 424	1 080 730
Bourgogne-Franche-Comté	619 219 251	-499 839	618 719 411	15 653 601	2 244 796	0	0	509 037	129 069	189 096	1 003 259
Bretagne	633 002 687	-643 300	632 359 387	15 998 692	0	0	0	461 005	143 053	184 409	974 673
Centre-Val de Loire	547 541 189	-296 207	547 244 982	13 845 298	240 117	0	0	341 477	128 031	160 392	517 061
Corse	64 925 201	-161 313	64 763 888	1 638 526	0	0	0	80 657	15 989	22 509	69 505
Grand Est	1 227 611 627	-1 004 428	1 226 607 198	31 033 162	1 545 000	4 139 305	0	608 988	265 859	355 821	1 851 147
Guadeloupe	100 921 374	-44 187	100 877 186	2 552 193	0	0	0	63 179	21 653	37 982	49 232
Guyane	65 265 035	-51 458	65 213 577	1 649 904	0	0	1 000 000	185 654	14 363	20 846	53 297
Hauts-de-France	1 386 454 782	-1 453 737	1 385 001 045	35 040 526	1 100 000	10 545 890	0	943 306	299 907	413 946	1 776 771
Île-de-France	2 244 314 484	-2 366 115	2 241 948 369	56 721 294	0	0	0	1 606 231	589 785	665 771	1 407 704
La Réunion	195 860 739	-121 797	195 738 943	4 952 195	0	0	2 000 000	166 779	57 279	76 087	3 436
Martinique	87 260 773	-48 892	87 211 881	2 206 461	0	0	0	62 179	15 683	28 533	116 672
Mayotte	24 155 452	-46 375	24 109 077	609 960	0	0	0	110 580	3 434	6 749	0
Normandie	744 257 271	-552 139	743 705 133	18 815 740	0	0	0	325 974	154 383	219 549	899 133
Nouvelle-Aquitaine	1 237 877 907	-1 096 558	1 236 781 349	31 290 568	6 647 040	0	0	548 429	282 479	356 326	1 350 908
Occitanie	1 323 550 172	-887 473	1 322 662 698	33 463 366	0	2 378 331	0	801 573	337 018	386 163	632 355
Pays de la Loire	715 118 749	-468 218	714 650 532	18 080 658	0	181 884	0	411 317	156 078	193 069	1 057 524
Provence-Alpes-Côte d'Azur	933 230 920	-881 501	932 349 419	23 588 440	1 064 571	2 817 503	0	716 306	221 852	282 134	1 056 594
Saint-Pierre-et-Miquelon	1 065 795	-25 000	1 040 795	26 332	0	0	0	0	401	193	0
TOTAL	13 584 635 073	-11 795 010	13 572 840 063	343 392 854	15 248 065	25 455 436	3 000 000	9 000 000	3 200 000	4 000 000	13 900 000

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

TABLEAU 1BIS - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES - PARTIE 2

	MESURES NOUVELLES											
SECTEUR PH	REVALORISATIONS SALARIALES		AUTRES MESURES NOUVELLES									
	MN - SÉGUR Extension Socio Educ Privé (EAP)	MN - SÉGUR Extension Socio Educ Public (EAP)	MN - Complément Répit	MN - coordination services	MN - Application de la réforme SSIAD (corrigé)	MN - Coopérations opérationnelles école / ESMS (inclusion scolaire PH)	MN - Diversification des modalités d'accompagnement des personnes handicapées vieillissantes	MN - Polyhandicap_ Amélioration de la réponse en établissement	MN - Polyhandicap_ Mesures de scolarisation	MN - Communautés 360	MN - CAMSP CMPP	MN - SNA - UEMA
Formules	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Auvergne-Rhône-Alpes	10 959 309	673 542	680 386	122 947	234 445	2 044 347	859 023	685 970	558 985	756 904	940 383	1 120 000
Bourgogne-Franche-Comté	4 238 390	658 474	246 490	64 971	132 176	544 707	350 254	248 513	218 627	274 211	424 109	560 000
Bretagne	4 290 288	575 782	276 865	65 933	157 721	1 161 663	283 831	279 137	358 651	308 002	489 914	0
Centre-Val de Loire	4 070 174	219 069	112 645	64 518	110 941	374 297	135 078	113 569	179 951	125 313	384 396	280 000
Corse	419 032	35 360	105 000	19 513	2 629	190 000	100 000	100 000	104 528	63 349	150 000	560 000
Grand Est	8 321 574	974 590	172 340	116 892	258 850	596 280	201 951	173 754	230 332	191 721	764 369	1 120 000
Guadeloupe	750 607	0	126 000	10 326	14 538	228 000	120 000	120 000	124 076	48 000	180 000	280 000
Guyane	441 425	59 780	126 000	2 970	-2 506	228 000	120 000	120 000	126 759	48 000	180 000	0
Hauts-de-France	9 912 449	934 900	361 836	131 114	568 304	1 053 577	463 538	364 805	334 120	402 529	925 124	1 400 000
Île-de-France	15 563 323	873 987	882 717	149 417	109 770	6 346 856	378 135	889 961	1 535 484	981 989	1 862 512	1 400 000
La Réunion	1 571 543	0	126 782	1 702	2 178	261 577	183 858	127 822	173 368	141 040	185 875	280 000
Martinique	624 022	0	126 000	10 470	57 944	228 000	120 000	120 000	119 180	48 000	180 000	280 000
Mayotte	153 019	0	126 000	2 794	58 702	228 000	120 000	120 000	114 000	48 000	180 000	280 000
Normandie	5 306 008	635 766	176 152	0	0	649 065	198 527	177 597	242 312	195 962	502 229	840 000
Nouvelle-Aquitaine	8 712 810	701 162	415 684	84 813	201 529	921 973	590 000	419 095	304 251	462 432	769 144	840 000
Occitanie	9 802 733	396 264	336 065	66 837	102 480	1 934 645	239 969	338 823	534 087	373 860	793 487	280 000
Pays de la Loire	4 995 284	560 744	155 950	62 123	90 494	1 014 908	100 000	157 230	325 344	173 489	408 830	280 000
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 362 734	450 580	321 088	72 659	148 176	1 414 106	315 836	323 723	415 946	357 198	679 629	560 000
Saint-Pierre-et-Miquelon	5 276	0	126 000	0	0	0	120 000	120 000	0	0	0	0
TOTAL	96 500 000	7 750 000	5 000 000	1 050 000	2 248 371	19 420 000	5 000 000	5 000 000	6 000 000	5 000 000	10 000 000	10 360 000

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

TABLEAU 1BIS - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES - PARTIE 3

	MESURES NOUVELLES							CNR				DRL phase 1	
SECTEUR PH	AUTRES MESURES NOUVELLES											DRL PH 2023	DONT CNR NATIONAUX
	MN - SNA - UEEA / DAR	MN - SNA - Unités résidentielles	MN - SNA PCO 0-6	MN - SNA PCO 7-12	MN - Maison de l'autisme	MN - Rebasage EPNAK	MN - Autres crédits	CNR - Gratification des stages	CNR - QVT	CNR - Permanents syndicaux	CNR - Autres		
Formules	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36= ∑ (4:35)	37 = ∑ (32:35)
Auvergne-Rhône-Alpes	980 000	5 064 000	3 231 810	553 677	0	0	0	461 036	416 184	203 726	0	1 509 329 037	1 080 946
Bourgogne-Franche-Comté	560 000	1 266 000	1 337 543	277 597	0	1 400 000	0	153 444	179 837	72 901	0	651 656 514	406 182
Bretagne	560 000	0	2 708 730	205 036	0	0	2 000 000	209 777	183 802	135 797	0	664 372 149	529 376
Centre-Val de Loire	700 000	0	1 136 282	160 799	0	0	0	77 286	159 063	15 356	0	570 896 092	251 705
Corse	0	0	79 203	0	0	0	0	0	25 000	0	0	68 544 689	25 000
Grand Est	700 000	0	1 822 576	487 170	0	0	0	393 984	356 526	74 437	0	1 283 363 827	824 947
Guadeloupe	140 000	0	231 302	0	0	0	0	8 982	29 321	0	0	106 012 577	38 303
Guyane	280 000	0	6 308	0	0	0	0	20 339	25 000	0	0	69 919 716	45 339
Hauts-de-France	840 000	2 532 000	2 315 517	135 706	0	0	0	725 933	402 565	139 280	0	1 459 064 691	1 267 778
Île-de-France	2 240 000	2 532 000	1 992 296	661 373	1 600 000	0	1 200 000	1 103 458	651 646	115 301	0	2 346 009 380	1 870 405
La Réunion	420 000	0	722 742	40 680	0	0	0	42 749	56 894	20 060	0	207 353 589	119 703
Martinique	140 000	0	57 475	0	0	0	0	10 000	25 349	0	0	91 787 849	35 349
Mayotte	0	0	0	0	0	0	0	21 375	25 000	0	0	26 316 689	46 375
Normandie	560 000	0	1 964 961	219 184	0	0	0	203 184	216 166	54 504	0	776 261 529	473 854
Nouvelle-Aquitaine	840 000	3 798 000	1 235 712	383 141	0	0	650 000	501 921	359 484	89 807	0	1 299 538 057	951 212
Occitanie	840 000	0	2 212 383	376 556	0	0	0	233 254	384 446	146 473	0	1 380 053 866	764 173
Pays de la Loire	280 000	0	1 462 908	269 365	0	0	0	100 603	207 721	75 820	0	745 451 874	384 144
Provence-Alpes-Côte d'Azur	140 000	0	1 882 253	229 714	0	0	0	432 675	270 997	36 118	0	976 510 249	739 790
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0	25 000	0	0	1 463 998	25 000
TOTAL	10 220 000	15 192 000	24 400 000	4 000 000	1 600 000	1 400 000	3 850 000	4 700 000	4 000 000	1 179 580	0	14 233 906 371	9 879 580

TABLEAU 1BIS - CALCUL DES DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES - PARTIE 4

	BASE	MESURES NOUVELLES			CNR	DRL phase 2	
SECTEUR PH	OPÉRATIONS DE PÉRIMÈTRE	REVALORISATIONS SALARIALES		AUTRES MN	CNR	DRL PH 2023	DONT CNR NATIONAUX
	BA - Fongibilité	MN - Reval. pouvoir d'achat – public	MN - indemnité nuit - FPH	MN - Régularisation rebasage EPNAK	CNR - Soutien ESMS en difficulté		
Formules	38	39	40	41	42	43 = 36 + ∑ (38:42)	44 = 37 + 42
Auvergne-Rhône-Alpes	0 €	2 234 242 €	185 984 €	84 551 €	1 856 697 €	1 513 690 511 €	2 937 643 €
Bourgogne-Franche-Comté	0 €	2 004 614 €	172 072 €	-703 001 €	802 298 €	653 932 496 €	1 208 480 €
Bretagne	192 118 €	1 946 797 €	166 893 €	49 259 €	819 985 €	667 547 201 €	1 349 361 €
Centre-Val de Loire	0 €	1 072 713 €	91 250 €	0 €	709 617 €	572 769 672 €	961 321 €
Corse	0 €	137 605 €	11 852 €	0 €	83 980 €	68 778 127 €	108 980 €
Grand Est	-1 406 421 €	3 699 327 €	318 267 €	88 620 €	1 590 550 €	1 287 654 170 €	2 415 498 €
Guadeloupe	0 €	97 600 €	8 407 €	0 €	130 808 €	106 249 391 €	169 111 €
Guyane	0 €	110 389 €	9 508 €	38 492 €	84 563 €	70 162 669 €	129 902 €
Hauts-de-France	117 000 €	3 594 800 €	307 669 €	89 849 €	1 795 941 €	1 464 969 950 €	3 063 719 €
Île-de-France	0 €	2 972 842 €	244 404 €	167 751 €	2 907 151 €	2 352 301 527 €	4 777 556 €
La Réunion	0 €	7 277 €	627 €	0 €	253 816 €	207 615 309 €	373 519 €
Martinique	0 €	231 156 €	19 910 €	0 €	113 088 €	92 152 004 €	148 437 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	31 262 €	26 347 951 €	77 637 €
Normandie	0 €	2 032 642 €	155 719 €	76 375 €	964 368 €	779 490 634 €	1 438 222 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	2 987 352 €	230 358 €	77 117 €	1 603 743 €	1 304 436 627 €	2 554 955 €
Occitanie	0 €	1 458 622 €	109 707 €	24 309 €	1 715 106 €	1 383 361 610 €	2 479 279 €
Pays de la Loire	0 €	2 163 411 €	185 780 €	6 677 €	926 693 €	748 734 434 €	1 310 836 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	2 148 612 €	181 593 €	0 €	1 208 984 €	980 049 438 €	1 948 774 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	1 350 €	1 465 347 €	26 350 €
TOTAL	-1 097 303 €	28 900 000 €	2 400 000 €	0 €	17 600 000 €	14 281 709 068 €	27 479 580 €

TABLEAU 2 – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES ÂGÉES

SECTEUR PA	Crédits disponibles sur droits de tirage (DT)								Crédits de paiement 2023			Solde DT au 31/12/2023 (corrigé)
	Solde DT au 01/01/2023	Nouvelles AE notifiées en 2023						Solde DT au 15/07/2023	Crédits 2022 délégués et non consommés	Prévisions d'installatio n 2023 (proratisées et corrigées)	Crédits de paiement délégués en 2023 (corrigés)	
		AE Centres de ressources territoriaux (CRT)	Montants cumulés des CP alloués automatiquement en 2022 et 2023	Solde disponible AE CRT	AE création places de SSIAD	CP alloués automatique ment en 2023	Solde disponible AE SSIAD					
Source données	EB2022	Instruction 2023*	Instructions budg. 2022 et 2023**	Formule	Instruction 2023*	Instruction budg. 2023***	Formule	Formule	EB2022	Prog. SEPIIA	Formule	Formule
Formules	1	2	3	4 = 2-3	5	6	7 = 5-6	8 = ∑ (1;4;7)	9	10	11 = SI (10-9 <0 ; 0 ; 10-9)	12 = 8-11
Auvergne-Rhône-Alpes	10 001 113	24 032 000	6 972 427	17 059 573	45 401 750	5 808 583	39 593 167	66 653 852	3 676 065	3 100 874	0	66 653 852
Bourgogne-Franche-Comté	547 332	9 600 000	3 123 828	6 476 172	38 935 700	4 981 333	33 954 367	40 977 870	3 701 832	3 118 701	0	40 977 870
Bretagne	1 041 031	10 400 000	4 447 826	5 952 174	23 540 800	3 011 749	20 529 051	27 522 257	2 738 199	1 398 078	0	27 522 257
Centre-Val de Loire	2 251 360	8 000 000	1 938 985	6 061 015	23 005 650	2 943 284	20 062 366	28 374 741	4 927 428	3 022 181	0	28 374 741
Corse	12 144 986	1 200 000	1 016 000	184 000	1 120 000	0	1 120 000	13 448 986	4 860 618	2 346 130	0	13 448 986
Grand Est	3 171 739	16 800 000	4 225 812	12 574 189	33 636 600	4 303 377	29 333 223	45 079 150	5 656 751	6 942 640	1 285 889	43 793 261
Guadeloupe	18 155 535	1 920 000	1 219 200	700 800	1 344 000	0	1 344 000	20 200 335	3 769 723	1 945 736	0	20 200 335
Guyane	5 035 195	960 000	960 000	0	1 344 000	0	1 344 000	6 379 195	951 426	879 456	0	6 379 195
Hauts-de-France	5 192 966	17 232 000	3 860 554	13 371 446	25 266 900	3 232 581	22 034 319	40 598 730	5 581 201	5 414 645	0	40 598 730
Île-de-France	12 495 500	24 800 000	6 734 503	18 065 497	59 025 600	7 551 584	51 474 016	82 035 013	15 495 884	11 083 728	0	82 035 013
La Réunion	28 137 453	2 880 000	1 219 200	1 660 800	1 344 000	0	1 344 000	31 142 253	4 947 725	4 002 237	0	31 142 253
Martinique	16 221 257	1 920 000	1 219 200	700 800	1 344 000	0	1 344 000	18 266 057	2 487 683	1 241 307	0	18 266 057
Mayotte	5 057 436	480 000	0	480 000	1 344 000	0	1 344 000	6 881 436	381 265	320 500	0	6 881 436
Normandie	1 409 920	10 400 000	2 855 702	7 544 298	25 593 700	3 274 393	22 319 307	31 273 525	3 774 557	2 220 949	0	31 273 525
Nouvelle-Aquitaine	6 723 443	20 832 000	6 289 581	14 542 419	38 610 000	4 939 666	33 670 334	54 936 196	8 412 502	5 275 446	0	54 936 196
Occitanie	3 138 335	20 032 000	5 667 143	14 364 857	26 373 500	3 374 158	22 999 342	40 502 534	11 325 065	9 967 919	0	40 502 534
Pays de la Loire	129 540	11 200 000	3 498 618	7 701 382	34 505 400	4 414 535	30 090 865	37 921 786	3 782 348	3 911 885	129 537	37 792 249
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 391 656	16 832 000	4 492 222	12 339 778	16 920 400	2 164 757	14 755 643	30 487 078	5 126 053	2 991 873	0	30 487 078
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	480 000	0	480 000	1 344 000	0	1 344 000	1 824 000	0	0	0	1 824 000
TOTAL	134 245 796	200 000 000	59 740 800	140 259 200	400 000 000	50 000 000	350 000 000	624 504 996	91 596 326	69 184 285	1 415 426	623 089 570

* Instruction n° DGCS/SD3A/DSS/CNSA/2023/111

** Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DESMS/2022/108 et instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60

*** Instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

TABLEAU 2BIS – SUIVI DU DROIT DE TIRAGE ET DÉTERMINATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT POUR 2023 SUR LE CHAMP DES PERSONNES HANDICAPÉES

SECTEUR PH	Solde DT au 01/01/2023	Crédits disponibles sur droits de tirage (DT)			Solde DT au 31/12/2023 (corrigé)
		Crédits 2022 délégués et non consommés	Prévisions d'installation 2023 (proratisées et corrigées)	Crédits de paiement délégués en 2023 (corrigés)	
Source données	EB2022	EB 2022	Prog. SEPIIA	Formule	Formule
Formules	1	2	3	4 = SI (3-2 < 0 ; 0 ; 3-2)	5= 1-4
Auvergne-Rhône-Alpes	19 906 546 €	9 046 996 €	14 439 520 €	5 392 524	14 514 022 €
Bourgogne-Franche-Comté	2 662 931 €	6 750 895 €	4 031 572 €	0	2 662 931 €
Bretagne	1 521 565 €	9 728 171 €	4 475 001 €	0	1 521 565 €
Centre-Val de Loire	1 151 346 €	2 893 075 €	2 372 679 €	0	1 151 346 €
Corse	1 797 132 €	4 445 959 €	2 652 973 €	0	1 797 132 €
Grand Est	10 754 525 €	10 995 601 €	15 134 906 €	4 139 305	6 615 220 €
Guadeloupe	3 944 501 €	2 185 163 €	1 470 113 €	0	3 944 501 €
Guyane	725 195 €	431 644 €	229 030 €	0	725 195 €
Hauts-de-France	22 612 816 €	6 704 381 €	17 250 271 €	10 545 890	12 066 925 €
Île-de-France	45 759 885 €	56 750 584 €	49 279 062 €	0	45 759 885 €
La Réunion	2 788 937 €	2 699 217 €	2 279 637 €	0	2 788 937 €
Martinique	3 129 591 €	1 326 570 €	669 948 €	0	3 129 591 €
Mayotte	2 438 944 €	5 027 443 €	1 098 092 €	0	2 438 944 €
Normandie	7 227 818 €	5 855 782 €	5 697 199 €	0	7 227 818 €
Nouvelle-Aquitaine	14 798 484 €	6 567 888 €	6 243 721 €	0	14 798 484 €
Occitanie	9 514 224 €	11 188 118 €	13 566 449 €	2 378 331	7 135 894 €
Pays de la Loire	1 455 052 €	1 666 403 €	1 848 287 €	181 884	1 273 168 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 431 529 €	5 525 504 €	8 343 007 €	2 817 503	4 614 027 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0	0 €
TOTAL	159 621 021 €	149 789 394 €	151 081 465 €	25 455 436 €	134 165 585 €

Les montants en bleu correspondent aux modifications apportées dans le cadre de la décision rectificative du 21/08/2023.

ANNEXE 3

Enquête complémentaire relative aux opérations de fusion des établissements d'accueil médicalisés et non médicalisés (EAM/EANM) (complète l'annexe 4 de l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023).

Cette annexe relative à une enquête complémentaire 2023 complète l'annexe 4 de l'instruction n° DGCS/SD5B/DSS/SD1A/CNSA/DFO/2023/60 du 15 mai 2023 relative aux orientations de la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap et des personnes âgées pour l'exercice 2023.

1. Enquête relative aux opérations de fusion des établissements d'accueil médicalisés et non médicalisés (EAM / EANM)

Recensement des fusions EAM / EANM	
Cette enquête a pour objectif de recenser les opérations de fusion en régions des EAM / EANM réalisées sur la période 2021-2023 et les projets de fusion sur la période 2024-2025.	
Calendrier	2 échéances prévisionnelles à retenir : ⇒ 15 décembre 2023 : transmission par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux agences régionales de santé (ARS) d'une maquette régionale à compléter. ⇒ 15 février 2023 : transmission par les ARS à la CNSA de la maquette régionale complétée.
Référent(es)	CNSA - Direction du financement de l'offre nicolas.mollard@cnsa.fr